Forum mondial de la Démocratie
STRASBOURG - 2016

Forum mondial de la démocratie
“Démocratie et égalité: que peut l’éducation ?”

Strasbourg, 7-9 novembre 2016

CONCLUSIONS

Résumé

Venues de plus de 100 pays, 2 200 personnes – représentants des institutions politiques, universitaires, professionnels des médias, acteurs de la société civile, porteurs de projets d’innovations démocratiques et éducateurs – se sont réunies à Strasbourg pour ouvrir des perspectives et formuler des recommandations sur les deux principales questions abordées pendant ce forum : en quoi l’éducation peut-elle contribuer à créer, façonner et renforcer la démocratie et en quoi peut-elle aider à réduire les inégalités.

Gouvernance

L’éducation consiste tout d’abord à transmettre des connaissances, mais elle constitue aussi, incontestablement, un soutien pour les principes démocratiques. En effet, les sondages montrent que ce sont les personnes qui ont fait le plus d’années d’études qui sont les plus fervents partisans de la liberté de la presse, de la non-censure de l’internet et de l’égalité entre les femmes et les hommes. L’éducation est aussi associée aux types de valeurs qui peuvent contribuer à façonner une société plus démocratique, telles que la tolérance et le respect du pluralisme. Mais l’éducation contribue-t-elle réellement à la démocratie, et dans quelle mesure est-elle « démocratique » ? Si nous n’avons obtenu aucune réponse définitive, une variété de propositions et de points de vue nous ont été soumis.

L’éducation à la démocratie a besoin d’écoles démocratiques, des écoles qui pratiquent la démocratie en permettant aux élèves de produire des savoirs ensemble et avec les enseignants, de porter sur ces savoirs un regard critique et de prendre position.

La codécision entre élèves et enseignants, y compris sur les contenus, a été considérée comme un moyen convaincant de préparer les élèves à devenir des citoyens vigilants et actifs. Pour qu’il y ait démocratie participative, il faut, en effet, que l’éducation soit participative. Différentes formes de gouvernance démocratique dans l’éducation ont été examinées, telles que la sélection des représentants aux comités d’étudiants par tirage au sort et l’utilisation de systèmes de rotation ou de délibérations de type jury. Tous ces nouveaux modèles de gouvernance ont été considérés comme des moyens très efficaces de responsabiliser les élèves et les enseignants. Cependant, les initiatives présentées ont le plus souvent un caractère expérimental, non-institutionnel : serait-ce le prix à payer pour rester innovant ? Quel degré d’institutionnalisation faut-il pour gagner en efficacité ? Les petits projets expérimentaux peuvent potentiellement grandir, bien qu’ils s’opposent souvent aux mesures et aux évaluations plus traditionnelles qui, bien que nécessaires, peuvent faire obstacle aux avancées de l’éducation.

Si la participation peut être une « école » de la démocratie et devrait par conséquent être pratiquée dans les établissements scolaires, l’éducation peut-elle constituer une force de démocratisation en elle-même et par elle-même ? Lorsque les systèmes démocratiques ne sont pas à l’écoute des préoccupations des citoyens, l’éducation peut-elle contribuer à combler le fossé ? Sur cette question, les avis étaient partagés

entre ceux qui considéraient que l'éducation n'était pas l'institution la plus puissante de la société et que des changements systémiques étaient nécessaires, et ceux qui estimaient que l'éducation était déterminante si l'on voulait changer une nation entière en un environnement démocratiquement stimulant (Afghanistan, Tunisie).

Le dilemme entre changements systémiques et changements progressifs n'a pas été résolu, mais un accord s'est dégagé sur la valeur de la démocratie participative en classe et au sein de l'école et sur la nécessité de créer davantage de passerelles entre les différents modèles participatifs. Les facteurs de résistance ont aussi été mis en évidence : le renouvellement rapide (les étudiants changent rapidement) et la résistance des enseignants et des parents au changement.

Compétences individuelles

La réflexion critique, le désir de liberté et l'estime de soi ont été considérés comme des éléments essentiels pour participer à l'éducation et ne pas se laisser manipuler. Les écoles devaient développer les compétences qui permettaient de vivre dans une société démocratique. A cet égard, le Conseil de l'Europe a élaboré un cadre de compétences pour une culture de la démocratie, qui guidera les spécialistes de l'éducation dans la tâche complexe consistant à aider les élèves à acquérir les valeurs, les attitudes et les compétences nécessaires pour vivre dans des sociétés démocratiques plurielles. Si l'on a fait l'éloge de la richesse et de la diversité dans les systèmes éducatifs, considérées comme très précieuses pour l'épanouissement des individus, la nécessité de partager des valeurs et des références communes a aussi été soulignée. L'éducation démocratique exigeait de passer d'une approche fondée sur les connaissances à une approche fondée sur les compétences, et mobilisant l'ensemble de la communauté éducative au niveau national.

Niveler les inégalités

Les inégalités peuvent être considérables entre les Etats et au sein des Etats ; elles peuvent être fondées, par exemple, sur les revenus, le sexe ou les connaissances numériques. Pour certains participants, l'éducation, même réformée, avait peu d'influence sur la réduction de ces disparités, car son impact sur les inégalités structurelles était limité. L'attention a aussi été attirée, lors des débats pléniers, sur le fait que les différences géographiques avaient toujours une importance, aussi bien en termes d'écarts de prospérité que de différences de visions du monde. C'est dans l'harmonisation de ces dernières que l'éducation pouvait certainement se révéler plus efficace, notamment par la mise en place de cursus d « études internationales ».

Compte tenu de la rapidité des évolutions technologiques, et dans un monde façonné par l'internet, réduire la fracture numérique est devenu un impératif. L'égalité des chances doit être garantie dès le départ en faisant en sorte que l'éducation fonctionne non pas sur une base hiérarchique mais en réseau. Les citoyens ont besoin d'apprendre à *partager des codes communs* avant de pouvoir agir ensemble. La démocratie collaborative du XXI^{e} siècle a besoin d'une classe collaborative dans laquelle les élèves créent du savoir ensemble, plutôt que de se faire concurrence.

À cet égard, les initiatives de la société civile examinées lors du Forum ont donné la possibilité aux apprenants de créer des connaissances entre pairs, mais ont aussi été l'occasion d'expérimenter le mentorat intergénérationnel. De telles initiatives se sont également révélées essentielles pour développer l'éducation aux médias, si nécessaire aujourd'hui.

[Des modèles éprouvés de bonnes pratiques applicables aux écoles démocratiques et à l'éducation aux droits de l'homme ont aussi été examinés. Parmi les exemples les plus marquants, il convient de citer KIRON Open Higher Education, une initiative allemande que les participants ont désignée comme la gagnante du Prix de l'innovation démocratique du Conseil de l'Europe. La rapidité avec laquelle elle a créé des partenariats avec les universités du monde entier afin d'offrir aux réfugiés la possibilité de poursuivre leurs études supérieures encouragera certainement d'autres personnes à imaginer des moyens audacieux de construire des sociétés plus inclusives et plus justes.]

Recommandations

Aux autorités nationales

- ✓ Les Etats membres du Conseil de l'Europe qui ont adopté la charte sur l'éducation à la citoyenneté devraient veiller à ce qu'elle soit pleinement appliquée.

- ✓ Encourager différents modèles de gouvernance de l'éducation axés sur la participation, la codécision et l'apprentissage entre pairs.

- ✓ Accélérer l'introduction de l'éducation au développement durable, que les gouvernements ont approuvée et concernant laquelle ils doivent rendre compte de leurs actions.

- ✓ Mieux instiller les valeurs de la diversité, de la liberté, de l'égalité et de la justice dans l'éducation.

- ✓ Valoriser davantage le rôle des enseignants

Aux organisations internationales

- ✓ Le Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales devraient aider les Etats (et les villes) à réinvestir en priorité dans l'éducation

- ✓ Renforcer l'éducation dans son rôle de partage des connaissances, des valeurs et de l'humanisme éducatif.

- ✓ Reconnaitre le rôle de l'éducation à long terme dans la prévention des conflits et dans la lutte contre la radicalisation.

À la société civile

- ✓ Les organisations de la société civile doivent continuer de promouvoir l'application des normes relatives aux droits de l'homme et à l'état de droit via l'éducation, par exemple en travaillant avec les enseignants, les élèves et l'ensemble de l'administration scolaire sur la lutte contre la corruption.

- ✓ Multiplier les initiatives d'environnements d'apprentissage auto-organisés à l'échelle des quartiers [les écoles d'études politiques soutenues par le CoE en sont un excellent exemple].

Agir en partenariat

- ✓ Reconnaître la nécessité de développer des partenariats multiples pour atteindre les objectifs de développement durable.

- ✓ Tous les systèmes éducatifs devraient promouvoir la citoyenneté mondiale, l'éducation à la paix et l'éducation au respect de l'environnement.

- ✓ Les militants devraient faire pression sur les autorités pour qu'elles respectent leurs engagements en matière de développement durable en mettant en place des partenariats mondiaux et en adoptant une approche globale lorsqu'elles traitent des enjeux complexes du développement.